

ÉLECTIONS, PIÈGE À CONS?...

Il faut se méfier des slogans, particulièrement de ceux qui sonnent bien. Celui-là en fait partie. Il suffit pourtant d'en changer une lettre pour lui donner un sens complètement différent. Pendant longtemps, la réponse de beaucoup de révolutionnaires face à l'injonction d'aller voter, fut sous une forme ou une autre, d'y répondre, soit avec ce slogan, soit d'une manière plus polie en prônant l'abstention. Chacun d'entre eux espérait plus ou moins confusément que cela entraînerait une prise de conscience du jeu truqué que sont ces cérémonies régulières, et par conséquent de la nécessité d'un engagement radical pour un changement profond de notre société.

LE «PARTI DE L'ABSTENTION» ET LE MYTHE DE LA MAJORITÉ

Dans un match qui ne serait pas truqué, il faudrait convenir que les partisans de l'abstention ont gagné. En France sont invités à voter pour quelque élection que ce soit, tous les individus qui sont inscrits sur les listes électorales. Cette inscription est obligatoire, sans sanction, en vertu l'article L9 du *Code électoral*. Cependant il semble, toujours selon *Wikipédia*, que plusieurs enquêtes de l'Insee feraient ressortir qu'environ 5 millions de Français ne seraient pas inscrits ou ne savent pas qu'ils sont inscrits sur ces listes. Ce qui donne déjà une idée de l'exactitude des chiffres qui vont suivre. En 2016 il semble que le corps électoral dans son entier comprenait 44,834 millions d'électeurs.

Voyons quelques données. En 2014, 56% des inscrits restent à la maison pour les élections européennes; ce pourcentage tombe à 20% en 2016 pour les élections présidentielles et remonte à 44,5% aux législatives qui suivent. On voit bien alors que ce que d'aucun appellent le «parti de l'abstention» est dans les faits, quasiment majoritaire. A ces chiffres il faut ajouter les votes blancs qui étaient 2,150 millions aux dernières présidentielles. Si j'additionne tous ces chiffres, si j'en fais une petite cuisine, je m'aperçois que M. H. a gagné les élections avec 18 millions de voix et une différence de 3,28% en sa faveur, sur son concurrent M. S, mais avec plus de 28 millions d'inscrits qui n'ont pas voté pour lui. C'est ce que l'on appelle le vote de principe majoritaire. Suivant l'adage qui avance que qui se ressemble s'assemblent, les députés élus dans la foulée cette année-là avec tout juste 50% des voix, ne représentent au fond, qu'eux-mêmes et leurs coteries.

On voit bien que l'honnêteté intellectuelle qui consisterait à faire apparaître systématiquement le pourcentage des inscrits dans les résultats obtenus par chaque candidat élu, est absente du débat général. Ceux qui nous bercent de propos lénifiants sur le suffrage universel comme preuve de la démocratie, sont les premiers à mentir par omission. Revenons un instant sur ce parti qui fait frémir nos médias avec quelques citations.

La Croix titre, le 29 décembre de l'année passée: «L'abstention, premier parti de France», *Le Parisien*, quelques mois plus tôt avance que «N'en déplaise au Front national, qui a revendiqué ce titre, le «premier parti de France» est en réalité l'abstention». Risque-tout, il ajoute «Le non-vote est le signe le plus visible du ras-le-bol de la politique». Hardi, risque-tout, il proclame même: «Comme le montrent nos chiffres, inédits, nos représentants sont élus par une minorité de Français».

Il serait facile de continuer comme cela longtemps. Ce parti fait peur à tout le monde. Il n'a pas de représentant avec qui discuter, négocier, acheter. Il est partout, il est nulle part. Il oblige tous les partis, tous les commentateurs à faire des contorsions incroyables afin de pouvoir continuer à présenter les résultats obtenus par les uns et par les autres, comme des chiffres absous. Et pourtant, et malgré tout, à chaque fois le même cirque reprend.

LE MOMENT ÉLECTORAL

Il y a un premier tour, un deuxième tour et parfois un troisième tour, social cette fois là. Mais avant, il y a la campagne. Si la durée de l'officielle est déterminée légalement - un certain nombre de semaines en fonction de l'échéance -, il y a ce qui précède. Il importe d'en dire plus que quelques mots. C'est une période de mobilisation intense, en général. Tant pour les organisations politiques que pour ce que l'on appelle «*la société civile*». Un espoir démesuré souffle dans ces périodes-là. C'est comme si une fracture se faisait jour dans la société et que le possible devenait une option. C'est le moment T, comme disent les sondeurs, où il serait possible de changer les choses.

Nous pouvons alors mesurer à quel point, la croyance selon laquelle il suffirait de mettre un bout de papier dans l'urne pour changer le monde, est forte. Il est possible d'ailleurs de questionner le geste en tant que tel. Il a tout d'une dimension magique. Un bout de papier à peine noirci qui tombe dans une boîte fermée, qui fut longtemps noire mais qui sous le coup de la volonté de transparence, a perdu une partie de son immanence en devenant transparente. Un bout de papier que chacun ou chacune tient en main avant de le glisser dans sa bouche. Un moment de confusion, désolé, je comparais cela à une hostie ! Car le vote, il ne faut pas se le cacher, est un moment de communion sociale, nationale. C'est aussi et surtout l'héritage de la monarchie. Le bulletin de vote remplace la Sainte Ampoule d'huile sacrée. La France est passée de l'onction divine à l'onction du peuple. L'élu est alors, pendant sa magistrature, intouchable. Les électeurs, mais pas seulement eux, lui demandent à qui mieux-mieux de toucher les écrouelles sociales et de les guérir. Nous comprenons bien que dans ce contexte, l'ouvrir aux non-nationaux représente une impossibilité majeure. Cela a déjà été fait pour les résidents européens en France, mais cela reste tellement discret que personne ne s'en vante.

Il est advenu à plusieurs reprises, que ce bout de papier était suffisant pour empêcher tel ou telle d'accéder au pouvoir. Il s'agit là de ce que l'on pourrait appeler le vote négatif. Car pour le côté positif, les choses sont plus compliquées. Si je ne vote pas contre, je vote pour, sauf évidemment si je m'abstiens. Voter pour qui et selon quels critères? Dans une élection présidentielle, particulièrement, il faut être d'une intelligence supérieure pour pouvoir comparer, évaluer, calculer les programmes des uns et des autres.

C'est aussi le moment où tout ce qui ressemble aux luttes de classes, passe au second plan, quand ce n'est pas purement et simplement mis aux oubliettes. Pourtant, il ne faudrait pas considérer tout cela comme dérisoire. Particulièrement en ce premier trimestre de 2017 où une drôle d'odeur flotte dans l'air. Comme si quelque chose se terminait.

CRISE OU FIN DE RÉGIME?

Voilà une question que l'on peut se poser. Partant du principe qu'un régime démocratique classique repose sur des partis politiques qui se partagent autant qu'ils se disputent, le pouvoir, il convient aujourd'hui de faire un état des lieux, de droite à gauche. Depuis la reprise en main par Mme Le Pen, il faut bien reconnaître que le *Front national* est pour le moins un curieux objet, mi-parti classique, mi-rassemblement autour du chef, *Führerprinzip*, où la vie démocratique semble pour le moins peu nécessaire.

Aujourd'hui, pour ce qui concerne la droite, la structure politique qui l'abritait a volé en éclat. La partie dure qui pleurait un chef plombé par les affaires en a retrouvé un autre, non moins plombé, mais qui vient de renouer avec la tradition gaullienne de la rencontre avec le peuple de France. Que dans ce cas-là, ce n'en soit qu'une partie, n'est en rien gênant. Ce qui compte, c'est la solitude de l'homme face au déferlement du système à son encontre. Ce combat solitaire en fait sa grandeur, au moins à ses propres yeux et à ceux qui le suivent.

Au centre, gauche comme droite, c'est l'éclatement total, mais advient encore une fois l'homme providentiel, sans parti, qui charge sur ses épaules et son sourire christique tout le désespoir de cette société sans queue ni tête. Il est l'élu sans jamais l'avoir été. Il est tout à la fois droite et gauche et bien au contraire. Il est un produit magnifique! A gauche, il y avait, il n'y pas si longtemps, un *Parti socialiste*. Depuis quelque temps, des avis de recherche à son propos ont été lancés. Encore plus à gauche, l'observateur averti va pouvoir trouver quelque chose qui a pris pour nom «*La France insoumise*» qui, hormis en la personne de son chef, formé chez les trotskystes les plus orthodoxes, n'existe pas en tant qu'organisation. Et enfin, il reste le squelette de l'inénarrable *Parti communiste* qui n'en finit pas de mourir tout en ayant réussi un exploit: celui de faire oublier qu'il n'avait jamais eu quoi que ce soit à faire avec le léno-stalinisme et ses plus

de 20 millions d'assassinés. La direction de ce parti lorgne vers son compère évanescents alors que la base se voit un avenir insoumis. Il semblerait que le journal où cet article paraît, serait prêt à offrir un abonnement gratuit à quiconque arrivera à trouver ce à quoi tous ces gens sont insoumis!

Il est intéressant de remarquer que le paysage politique français est détruit, et ce par excès de démocratie. La formidable recette participative inaugurée en 2012 sous le nom de «*primaire*», où l'électeur lambda pouvait enfin choisir son candidat, a fait pschitt. Les primaires ont détruit les partis qui leur avaient donné naissance. C'est un résultat que nul n'aurait imaginé, pas plus que le fait que ces primaires aient eu au plus haut point un effet de *dégagisme*. Tous les leaders historiques ont été renvoyés dans leurs foyers; ceux qui surnagent n'ayant pas l'aval du système parlementaire. Pour couronner le tout, le président en titre, n'ose plus se représenter comme il en aurait le droit devant ce suffrage universel et français.

Le contexte international n'aide pas à éclaircir la situation. Trump, May, Poutine, Erdogan, Daesh et consort ont nourri d'une façon ou d'une autre le désarroi général. Comment le système économico-politique va-t-il pouvoir sortir de ce moment d'incertitude sans casser la baraque? Nous le verrons dans les prochains jours.

LES ÉLECTIONS, SEULEMENT UN PIÈGE?

Certainement, mais pas pour tout le monde. Il faut parfois sortir de notre petit monde et regarder ailleurs. Dans bien des pays, les populations souhaiteraient pouvoir participer à ce genre de palinodie. Nous ne pouvons pas le leur reprocher. Dans bien des pays, des élections dites libres sont un souhait encore lointain. L'existence de tels rendez-vous est la marque de l'existence publique des libertés formelles. Pendant de longues années, il était bien venu dans des cercles révolutionnaires d'opposer les libertés réelles aux libertés formelles.

Nous, libertaires, savons bien que les pouvoirs réels sont entre les mains des propriétaires des moyens de production comme entre celles de ceux qui contrôlent les rouages de l'État. Nous savons bien qu'il ne suffit pas d'un bout de papier pour modifier le rapport de force. Nous vivons aujourd'hui dans un pays qui se trouve lui-même au sein d'un ensemble d'autres pays, où règnent ces libertés formelles qui sont l'héritage des périodes révolutionnaires que nos pays ont traversées, et sur lesquelles il n'est pas possible ni souhaitable de revenir.

Il arrive que des élections libres soient organisées, aboutissent et que le potentat au pouvoir ne soit obligé de laisser son siège que sous la pression armée d'un autre pays; c'est ce qui est arrivé par exemple en Gambie fin 2016. D'autres fois, les élections libres, en donnant le pouvoir à une majorité peuvent déboucher comme en Égypte sur une spoliation. L'acte électoral en-soi n'est pas garant du fonctionnement des libertés formelles; il peut être concomitant. Mais des élections comme des libertés formelles ou pas, Assad n'en a cure. Pas plus que Poutine ou bien d'autres. Il vaut toujours mieux tuer les révolutionnaires.

APRÈS LES ÉLECTIONS

Ce moment d'érection citoyenne va passer comme bien d'autres, le quotidien plat et ennuyeux va reprendre ses droits. Les promesses, tant celles des candidats que celles que se sont faites les électeurs eux-mêmes, vont nourrir les cimetières des idées mortes. Pourquoi faut-il que ces espoirs n'arrive-pas à passer le moment électoral? Les libertés formelles permettent le débat, la recherche, la formation, l'éducation, toutes choses indispensables à l'apprentissage d'une prise en main de notre avenir. Tout cela est indispensable. La culture de nous-même est une arme et probablement la seule. Nous n'avons plus la possibilité de reprendre le Palais d'hiver. Les forces qui nous oppriment sont militairement trop fortes pour être battues mais pleines de contradictions En descendant dans nos profondeurs, nous pouvons retrouver ces envies de changement et en leur donnant vie les sortir des pièges électoraux.

Pierre SOMMERMEYER.

(1) L'abonnement au *Monde Libertaire* est à moitié prix pour les chômeurs.euses et gratuit pour les détenu.e.s. On va pas commencer à en filer au mélenchonâtres! A moins qu'ils et elles soient enfermé.e.s, évidemment. (N.D.L.R.).